

Direction du Développement Local
et de l'Environnement
Bureau de l'Environnement

**ARRÊTÉ du 24 janvier 2020 portant mise en demeure
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Entreprise JOURDAIN S.A.S. , carrière de calcaire
implantée au lieu-dit « Les Carrières de Chaventon » à Buzançais (36)**

**Le Préfet de l'Indre
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 171-11, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, L. 516-1, R. 171-1 et R. 516-1 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel modifié du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitutions de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2002-E-1907 du 8 juillet 2002 autorisant l'Entreprise JOURDAIN S.A.S. à poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière de calcaire sur le territoire de la commune de BUZANCAIS au lieu-dit « les Carrières de Chaventon » ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 36-2018-03-06-003 du 6 mars 2018, autorisant l'Entreprise JOURDAIN S.A.S. à poursuivre l'exploitation d'une carrière de calcaire sur le territoire de la commune de BUZANCAIS jusqu'au 8 juillet 2019 ;

Vu la visite d'inspection en date du 27 août 2019 constatant l'arrêt de l'activité et l'absence des garanties financières ;

Vu le courrier en date du 8 octobre 2019 informant, conformément au premier alinéa de l'article L.171-8 du code de l'environnement, l'exploitant de la proposition d'arrêté de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu la communication du projet d'arrêté faite à l'Entreprise JOURDAIN S.A.S., qui n'a formulé aucune remarque dans le délai imparti ;

Considérant que l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation de la carrière de calcaire sur le territoire de la commune de BUZANCAIS est échu depuis le 8 juillet 2019 ;

Considérant que l'Entreprise JOURDAIN S.A.S. n'a pas procédé à la remise en état de la carrière dans le délai imparti ;

Considérant que les garanties financières constituées par l'Entreprise JOURDAIN S.A.S. pour la remise en état de la carrière qu'elle exploitait à BUZANCAIS sont échues depuis le 8 juillet 2019 ;

Considérant que la remise en état de la carrière dans les conditions fixées par l'arrêté préfectoral du 8 juillet 2002 autorisant la poursuite et l'extension de l'exploitation de la carrière de calcaire n'est, par conséquent, pas garantie et que la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement n'est, dès lors, plus assurée ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre en demeure l'Entreprise JOURDAIN S.A.S. de remettre le site en état et, à cet effet, de constituer les garanties financières pour la période de remise en état du site ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1 - L'Entreprise JOURDAIN S.A.S. dont le siège social est situé au lieu-dit « Le Ruisseau Clopé », 36 500 BUZANCAIS est mise en demeure de :

- remettre le site en état dans un délai de 8 mois, conformément à l'arrêté préfectoral du 8 juillet 2002 susvisé ;
- transmettre à Monsieur le Préfet dans un délai de 1 mois, l'acte de cautionnement des garanties financières pour la période de remise en état de la carrière susvisée.

Le délai pour respecter cette mise en demeure démarre à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 2 - Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Limoges, par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté.

En application du dernier alinéa du 1° du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement l'opposition à l'état exécutoire pris en application d'une mesure de consignation ordonnée par l'autorité administrative devant le juge administratif n'a pas de caractère suspensif.

Article 4 - Le présent arrêté sera notifié à l'Entreprise JOURDAIN S.A.S

Article 5 – Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, la présente décision sera publiée sur le site internet des services de l'État dans l'Indre pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 – La Secrétaire Générale de la préfecture de l'Indre, le Trésorier Payeur Général de l'Indre, le Maire de la commune de BUZANCAIS, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Pour le Préfet,
Et par délégation,
La Secrétaire Générale,



Lucile JOSSE

